

Amour-propre mal placé

Tribune - Edito - Ndimby A. - 23/07/14

L'emprisonnement de nos confrères [Jean-Luc Rahaga et Didier Ramanoelina de Madagascar-Matin](#) est une grossière erreur de la part d'un régime qui a déjà des difficultés à développer une assise populaire. Nul n'est besoin de rappeler que le Président Hery Rajaonarimampianina a été élu par un quart de l'électorat total, soit par un citoyen sur quatre. Ce ne sont pas les formules creuses du style « une fois élu, il est le Président de tous les Malgaches » qui vont renforcer une popularité qui ne se décrète pas, mais qui doit se gagner. Son assise était donc assez fragile dès le départ, et en six mois de présidence, on doute fort que cette base se soit affermie. D'une part, les électeurs qui lui ont accordé leur confiance, en espérant trouver en lui l'héritier de Rajoelina, ont eu le temps d'être échaudés avec les diverses péripéties qui ont entraîné la mise à l'écart du mouvement pro-Rajoelina MAPAR. D'autre part, ceux qui ont voté pour lui sans conviction, ou même ceux qui n'ont pas voté pour lui, en espérant qu'il apporterait la preuve d'un vrai changement, ont eu un semestre pour remettre leurs illusions en questions.

At the end of the day, comme dirait l'Oncle Sam, si l'élection était à refaire aujourd'hui, Hery Rajaonarimampianina ferait probablement moins que son score lors du second tour des élections de 2013, dans le contexte actuel où chaque jour démontre les promesses présidentielles non tenues et le grand écart avec les engagements du discours d'investiture. De plus, après la fin de la récréation créée par la gestion d'amateurs et d'opportunistes lors de la Transition, la réalité crue va se rappeler au bon souvenir des dirigeants et de la population, à commencer par la vérité des prix du carburant. Sous la Transition, certains voyous de l'entourage de Rajoelina n'avaient pas hésité à menacer et intimider les opérateurs pétroliers pour les obliger à maintenir des prix politiquement acceptables, même s'ils étaient économiquement non viables. Aujourd'hui, une telle pratique de forban semble difficile à refaire.

Tout ceci se déroule dans un environnement où les conditions de la relance économique sont loin d'être réunies. Selon nos confrères de [la Gazette de la Grande Ile](#), la Transition a laissé 13 300 milliards de dette intérieure. Certains effets d'annonce comme l'exploitation pétrolière de Tsimiroro ou la reprise de l'AGOA sont encore loin d'avoir un impact concret immédiat. En outre, le Ministère des finances a toujours du mal à boucler le budget 2014 du fait de l'absence d'aide budgétaire, et n'a pu réunir que [150 milliards d'ariary sur les 700 requis](#). Les bateaux de bois de rose qui quittent impunément les côtes, le banditisme, la corruption, et tous ces phénomènes à la visibilité concrète, n'encouragent ni à la confiance envers les dirigeants, ni à l'espoir dans le futur. Le bateau Madagascar semble prendre eau de toute part, et le capitaine à la barre a du mal à démontrer l'effectivité de son autorité. Dans tous les pays du monde, ce genre de situation génère des suspicions. Au mieux, d'impuissance, d'inconscience ou d'incompétence, et au pire, de complicité.

Qui veut être le prochain sur les posters de Reporters sans frontières ?

Dans ce contexte, cet emprisonnement de journalistes était vraiment le geste à ne pas faire [1]. Car non seulement la presse était déjà peu favorable aux dirigeants actuels, mais en plus le réflexe corporatiste va favoriser ces sentiments. La médiatisation apportée autour de sa démission au nom de la clause de conscience par Niry Randriamampianina, l'ancienne directrice de la TV nationale, a déjà échauffé les esprits des médias il y a quelques jours contre le Gouvernement Kolo. Dans un vase déjà bien rempli, l'emprisonnement de deux journalistes risque donc d'être la goutte d'eau du désamour entre la presse malgache et les dirigeants actuels. Avec ce que cela suppose d'impact dans l'image que les journalistes vont contribuer à former au sujet des dirigeants dans l'opinion publique. Comment Hery Rajaonarimampianina va-t-il espérer transmettre ses messages aux Malgaches et gagner des points de popularité avec un milieu médiatique résolument hostile ? Quelle image internationale va-t-il construire sur cette base, sauf celle de s'aligner vers des individus peu recommandables dans le domaine des libertés publiques ?

A moins que les dirigeants actuels n'aient l'arrogance de penser que de toutes façons, les journalistes sont comme des chiens : ils gémissent quand on leur donne un coup de pied, mais ils vont accourir de nouveau dès qu'on leur fait miroiter le moindre os dans une enveloppe. Toutefois, si des gens pensent de cette manière, c'est que certains journalistes leur donnent peut-être de bonnes raisons de croire ainsi. Il est peut-être temps pour une certaine presse alimentaire de se ressaisir et de faire montre de dignité. L'afflux de désœuvrés et d'opportunistes a entraîné une croissance qualitative inversement proportionnelle à la qualité du professionnalisme et de l'éthique. Dans cette affaire Rahaga et Ramanoelina, il faut aussi rappeler à la presse que l'exercice de la profession obéit à des règles, et que celles-ci appellent à des responsabilités.

Bobo à l'ego...

Certes, le journal Madagascar-Matin a contrevenu aux règles dans la publication de ces accusations sans preuves, et sur le principe, la faute appelle la sanction. Toutefois, le placement sous mandat de dépôt pour un délit de presse montre un zèle exagéré et inadmissible, d'autant plus que pour des affaires bien plus graves, on ne voit pas la justice appliquer la même célérité et la même sévérité. La diffamation publique froisse sans doute légitimement l'amour-propre de ceux qui s'estiment atteints. Mais ce bobo à l'ego est-il plus grave qu'un acte de pédophilie caractérisé ou un trafic de bois de rose qui n'a même pas la décence de se cacher, et dont la fréquentation des auteurs ne semble gêner personne en haut lieu. Un régime qui se veut sévère pour les fautes des autres doit commencer à montrer l'exemple en étant sévère envers lui-même. Quand on est content parce qu'on a pu faire croupir en prison des gens qui nous ont vexé, sous prétexte qu'on est homme d'Etat, c'est que quelque chose a fini par ne plus tourner rond. Certains de nos gouvernants feraient mieux de placer leur amour-propre dans la réussite de la lutte contre la pauvreté, et dans l'application de valeurs souvent psalmodiée pour la frime, mais sans application concrète. Est-ce conforme à la vérité ? Est-ce loyal de part et d'autre ? Est-ce susceptible de stimuler la bonne volonté réciproque et de créer de meilleures relations amicales ? Est-ce profitable à tous les intéressés ?

Cela ne veut pas dire qu'on milite pour l'impunité de nos confrères placés en prison. Mais s'être livré à une extrémité telle que l'emprisonnement frise le ridicule, alors que l'éventail des possibilités de sanctions était large. Quelqu'un qui aurait voulu marquer le coup, tout en faisant montre de classe, aurait porté plainte et exigé un Ariary d'amende honorable. Mais il est vrai que tout le monde n'est pas obligé d'avoir de la classe, surtout quand le sentiment de toute-puissance donné par l'usage des prérogatives de l'Etat fait un peu perdre le sens de la mesure et des valeurs. Et quand on finit par jouer les gros bras parce qu'on est en position de force, que ce soit en mettant les gens en prison ou en leur mettant un poing sur la tronche, c'est qu'on a perdu son *self-control*, ce qui n'est jamais à son honneur. Un homme qui se prétend d'Etat doit être capable de maîtriser ses nerfs en public en toutes circonstances.

Il faut également rappeler aux gouvernants actuels, c'est que si les rumeurs fleurissent tant sur le sujet du bois de rose, c'est parce que rien n'est fait pour favoriser le travail d'investigation et la transparence. Si le Gouvernement était capable de gérer le problème, et de donner les informations qui intéressent la presse et l'opinion sur les commanditaires, les transitaires et autres complices, il y aurait moins de raisons de diffuser des nouvelles prétendues fausses. Il y a donc grave lacune de communication de la part du pouvoir, et tout comme la nature, les médias ont horreur du vide.

Hery Rajaonarimampianina n'est sans doute pour rien dans cet emprisonnement, mais il risque d'être celui qui va en subir les conséquences vis-à-vis de la presse. Il devrait donc immédiatement désamorcer cette crise avec les médias née d'un dérapage de son entourage. Et en passant, il devrait commencer à réfléchir sérieusement à une stratégie de relations presse intelligente, au lieu de laisser l'amateurisme actuel perdurer sous la main d'organiseurs de spectacles ou de vieilles planches qui se prétendent nouveaux meubles. Il y a beaucoup de choses importantes sur lesquelles ce régime a fermé les yeux au nom de calculs politiques, et il est donc étonnant qu'il les ait grands ouverts sur des problèmes secondaires. De tous temps et en tous lieux, y compris à Madagascar, la mise en place d'un processus répressif est le signe qu'un régime est aux abois et n'a plus la capacité de convaincre par la force des arguments. Qu'il s'agisse d'interdiction ou de répression de manifester, [de menaces contre ceux qui disent du mal du Gouvernement](#), d'emprisonnements d'opposants ou de journalistes, le fait de vouloir empêcher l'expression d'une idée n'a jamais empêché que cette idée ne se développe en silence, jusqu'à ce qu'elle ait la capacité de s'exprimer avec une force telle qu'elle ne puisse plus être maîtrisée. Moubarak, Ben Ali, Kadhafi, Ratsiraka, Ravalomanana, Ceausescu et compagnie en savent quelque chose.

Notes

[1] Ni le Président Ratsiraka, ni le Président Zafy, ni le Président Ravalomanana n'ont eu le culot de mettre un journaliste derrière les barreaux. L'emprisonnement de journalistes à Madagascar est une innovation apportée par Monsieur Rajoelina, par le biais d'un ... journaliste devenu Ministre en la personne de Gilbert Raharizatovo. L'occasion de souligner, malgré le très peu d'estime qu'on a pour lui, que contrairement à son comportement de donneur de leçons de professionnalisme et d'éthique envers la presse, par ailleurs sans aucune crédibilité pour le faire, le journaliste devenu lui aussi Ministre Rolly Mercia ne s'est jamais abaissé à suivre ces traces coupables.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Amour-propre-mal-place,20120.html>